

ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

27 Δεκεμβρίου 2017 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | Αρ. Φύλλου **203**

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘΜ. 4510

Κύρωση του Μνημονίου Συνεργασίας σχετικά με την Εθνική Γαλλόφωνη Πρωτοβουλία (2015-2018), στο πλαίσιο του προγράμματος «Η γαλλική γλώσσα στις διεθνείς σχέσεις».

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, το Μνημόνιο Συνεργασίας σχετικά με την Εθνική Γαλλόφωνη Πρωτοβουλία (2015-2018), στο πλαίσιο του προγράμματος «Η γαλλική γλώσσα στις διεθνείς σχέσεις». Το παρόν Μνημόνιο υπογράφηκε στο Ερεβάν, στις 10 Οκτωβρίου 2015, το κείμενο του οποίου, σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική, έχει ως εξής:



MÉMORANDUM DE PARTENARIAT RELATIF À L'INITIATIVE FRANCOPHONE NATIONALE (2015-2018)

DANS LE CADRE DU PROGRAMME « LE FRANÇAIS DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES »

L'Organisation internationale de la Francophonie (ci-après dénommée « l'OIF ») dont le siège est situé au 19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris, représentée par Monsieur Adama OUANE. Administrateur, et les États membres, associés et observateurs de l'OIF signataires du présent Mémorandum de partenariat relatif à l'Initiative francophone nationale (2015-2018) dans le cadre du programme « Le français dans les relations internationales », ci-après désigné par « le Mémorandum », à savoir :

- *La République d'Albanie*
- *La République d'Arménie*
- *La République de Bulgarie*
- *La République de Croatie*
- *La République Arabe d'Égypte*
- *La République hellénique*
- *La Hongrie*
- *La République de Lettonie*
- *La République de Lituanie*
- *La Roumanie*
- *La République de Slovénie*

désignés collectivement « les États partenaires » et individuellement « l'État partenaire » :

- **Rappelant que les États signataires du présent Mémorandum de partenariat sont des États membres, associés ou observateurs de l'OIF,**
- **Rappelant le statut de langue officielle et de langue de travail du français dans la plupart des organisations internationales et régionales,**
- **Conscients de la nécessité de promouvoir l'usage de la langue française dans la diplomatie bilatérale et multilatérale,**
- **Réitérant les engagements pris dans le « Vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales » adopté à Bucarest en 2006,**
- **Rappelant que ces engagements ont été réaffirmés lors des Sommets de Québec en 2008, de Montreux en 2010, de Kinshasa en 2012 et de Dakar en 2014,**
- **Engagés à mettre en œuvre les objectifs prioritaires de la « Politique intégrée de promotion de la langue française » telle qu'adoptée au point 42 de la déclaration de Kinshasa,**

- **Conscients de la nécessité de promouvoir le plurilinguisme, au service de la diversité culturelle sur la scène internationale,**
- **Conscients de l'importance de la concertation francophone autour des valeurs de la Francophonie,**

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'OIF et les États partenaires s'entendent pour coopérer dans le domaine du renforcement des compétences en français des diplomates et fonctionnaires nationaux en charge de dossiers internationaux conformément aux dispositions du présent Mémorandum de partenariat à travers un Projet national intitulé « Initiative francophone nationale ».

Sur la base du projet présenté à l'OIF avant le 31 mars 2015 par le Ministre chargé des relations avec la Francophonie de chaque État partenaire et approuvé par la commission de sélection, l'OIF et le pays signataire deviennent partenaires du projet jusqu'au 31 décembre 2018.

Le projet décline la forme très concrète des actions - originales et complémentaires des activités proposées -, prises pour le renforcement de l'enseignement, de l'usage et de la visibilité du français et de la Francophonie au sein des administrations nationales. Il sera évalué annuellement et les budgets pourront être redéfinis à cette occasion afin de rester dans la limite des ressources disponibles.

Article 2 : Engagements réciproques

Les États partenaires s'engagent à

1) ENCOURAGER LE PLURILINGUISME AU SEIN DE LEUR FONCTION PUBLIQUE

1.1. en introduisant le français comme une des langues dans les concours d'accès à la carrière diplomatique, lorsque ce n'est pas le cas.

1.2. en accordant une place à la langue française dans la formation continue proposée aux diplomates et fonctionnaires et en tenant compte des compétences linguistiques en français parmi les critères retenus pour l'avancement dans la carrière de leurs diplomates et fonctionnaires,

1.3. en tenant compte de la maîtrise de la langue française pour l'affectation de leurs diplomates et fonctionnaires dans les Représentations permanentes et Missions auprès des organisations internationales ou régionales dans lesquelles le français est langue officielle et de travail et à la Représentation permanente ou Mission auprès de l'Union européenne.

2) FAIRE RESPECTER LES PRINCIPES DU MULTILINGUISME ET DE LA DIVERSITE CULTURELLE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

2.1. en donnant à leurs représentants comme instruction officielle de mettre en œuvre les dispositions du « Vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales »,

2.2. en recommandant à leurs diplomates de participer aux activités des groupes des ambassadeurs francophones,

2.3. en donnant une visibilité à l'appartenance de l'État partenaire à l'OIF ainsi qu'au partenariat mis en place par le présent Mémorandum de partenariat dans les supports de communication interne et externe de l'administration nationale, notamment lors de la Présidence éventuelle du Conseil de l'Union européenne.

L'OIF s'engage à accompagner financièrement et techniquement les États partenaires sur la durée du Mémorandum de partenariat.

Article 3 : Sélection des projets d'Initiative francophone nationale

Une commission de sélection, présidée par l'Administrateur de l'OIF ou son représentant et composée de la Directrice de la langue française et de la diversité linguistique, du président du Groupe de travail sur le français dans la vie internationale ou de son représentant, membre de ce même groupe de travail, de l'équipe programme et d'un ou deux experts indépendants dans le domaine de la coopération linguistique retient les projets et donne son accord sur les financements, contenus, profils des bénéficiaires et conditions de mise en œuvre, sur la base des recommandations de l'équipe programme.
La commission de sélection en formation restreinte (représentants de la Direction de la langue française et de la diversité linguistique et de la Direction de la planification et de l'évaluation de l'OIF, équipe programme et un expert indépendant) valide les Plans annuels présentés par le coordinateur / la coordinatrice nationale.

Article 4 : Modalités de coordination

1) Les États partenaires désignent un coordinateur / une coordinatrice national(e) politique chargé(e) de la définition, de la coordination et de la mise en œuvre du projet, ainsi que des relations avec l'équipe programme de l'OIF.

2) Le cas échéant, les États partenaires peuvent désigner un coordonnateur / une coordinatrice national(e) technique au sein d'un établissement public de formation continue (École nationale d'administration, Institut ou Académie diplomatique, etc.) chargé(e) d'appuyer le coordinateur national politique dans la mise en œuvre du programme.

3) Ces coordinateurs nationaux politique et technique pourront s'appuyer sur un Comité national de pilotage qui réunira les représentants des Ministères partenaires et aura pour rôle d'aider à l'identification des besoins et du public cible.

4) Le rôle de la coordination nationale.

a) Elle est l'interlocuteur/-trice de l'OIF pour la définition des plans annuels visant à promouvoir l'usage et la maîtrise du français dans la diplomatie et la fonction publique du pays qu'il représente ;

b) Elle procède, en amont du dépôt des projets à l'OIF, à l'information, à la présélection et au recrutement des bénéficiaires, au vu des objectifs poursuivis par le programme :

c) En lien avec le Comité national de pilotage, elle identifie les services et les postes au sein de son Administration qui pourraient entrer dans les critères d'éligibilité au programme ;

d) Elle réunit périodiquement les responsables de formation de ces services, ministères et institutions pour leur apporter les éléments d'information nécessaires ;

e) Elle soumet dans le délai de rigueur le plan annuel de l'Initiative francophone nationale;

f) Elle identifie les opérateurs et facilite l'organisation des formations et des tests de placement visant à répartir les bénéficiaires dans les groupes de niveau ;

g) Elle organise l'accueil des séminaires et des formations thématiques dans les locaux de son Administration ou d'une autre institution bénéficiaire du plan annuel ;

h) Elle coordonne les demandes de séjour en immersion pour hauts fonctionnaires ;

i) Elle assure le suivi des différentes opérations, veillant notamment à l'assiduité des participants aux formations et la remontée d'informations vers l'OIF ;

j) Elle participe activement au Comité annuel d'orientation du programme.

5) Le rôle de l'équipe programme de l'OIF au sein de la Direction de la langue française et de la diversité linguistique.

a) L'équipe programme est l'interlocutrice du coordinateur national ;

b) Elle étudie le contenu et la pertinence des demandes annuelles de financement en veillant à la concordance entre les objectifs du programme, les publics et les actions proposées par les partenaires nationaux au titre de ce programme et au respect des engagements pris ;

c) Elle veille, en lien avec les opérateurs, à ce que les cours se déroulent sur la base d'objectifs spécifiques et de méthodes d'apprentissage spécialisées et novatrices, et assure le développement de ces méthodes le cas échéant (manuels « Objectif diplomatie », plateforme d'apprentissage partiellement à distance, outils pédagogiques proposés via TV5 MONDE etc.) ;

d) Elle aide, le cas échéant, à la définition des séminaires thématiques et au choix des opérateurs ;

e) Elle examine et instruit les demandes de séjours en immersion ;

f) Elle soutient la qualité des outils d'évaluation des compétences linguistiques par le développement et la promotion, auprès des coordinateurs nationaux et des opérateurs, d'examens et de tests standardisés répondant aux normes européennes et internationales et adaptés aux besoins du public ;

g) Elle analyse les comptes rendus partiels et finaux d'exécution transmis par les opérateurs via les coordinateurs nationaux et s'assure du suivi et de l'évaluation annuelle des plans nationaux de formation ;

h) Elle propose, le cas échéant, des réorientations pour l'atteinte des objectifs fixés ;

i) Elle effectue le suivi opérationnel (mission sur place) et statistique des plans nationaux de formation.

Article 5 : Financements

Les activités menées dans le cadre du projet d'Initiative francophone nationale agréé par l'OIF à travers la commission de sélection seront financées, pendant la durée de validité du présent Mémorandum de partenariat selon les grilles suivantes

1) Pays membres et associés de l'OIF.

	Participation maximum de l'OIF	**Participation minimum attendue de l'État partenaire**
Formation au français dans les capitales nationales	75%	25%
Formations au français à Bruxelles et Addis-Abeba		Frais d'inscription par participant
Séjours linguistiques en immersion	Frais de séjour (hébergements et repas) et de formation du dimanche soir au vendredi soir	Frais de transport de porte-à-porte Autres frais non compris dans les frais de séjour
Séminaires techniques et professionnels	Frais de déplacement international des formateurs, frais d'expertise et de formation.	Accueil de la formation (salle(s) de formation équipées, reprographie, pauses café et déjeuners), accueil des formateurs (hébergement), coordination et logistique.
Séminaires régionaux	Frais de séjour et de formation des participants	Frais de transport de porte-à-porte des participants au séminaire

2) Pays observateurs.

	Participation maximum de l'OIF	**Participation minimum attendue de l'État partenaire**
Formation au français dans les capitales nationales	50%	50%
Formations au français à Bruxelles et Addis-Abeba		Frais d'inscription par participant
Séjours linguistiques en immersion	Frais de séjour (hébergements et repas) et de formation du dimanche soir au vendredi soir	Frais de transport de porte-à-porte Autres frais non compris dans les frais de séjour
Séminaires techniques et professionnels	Frais de déplacement international des formateurs, frais d'expertise et de formation.	accueil de la formation (salle(s) de formation équipées, reprographie, pauses café et déjeuners), accueil des formateurs (hébergement), coordination et logistique.
Séminaires régionaux	Frais de séjour et de formation des participants	Frais de transport de porte-à-porte des participants au séminaire

Les actions sont redéfinies et adaptées chaque année en fonction des disponibilités budgétaires.

Article 6 : Suivi

L'OIF et l'État partenaire effectuent un suivi régulier du présent Mémorandum de partenariat, pour traiter toute question concernant celui-ci et pour examiner le rapport annuel et les éléments de suivi de carrière des diplomates et fonctionnaires et procèdent à une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du Mémorandum de partenariat.

Article 7 : Entrée en vigueur et validité

Le présent Mémorandum de partenariat entre en vigueur dès sa signature pour une durée de quatre ans ne pouvant excéder le 31 décembre 2018.

EN FOI DE QUOI, l'OIF et les États partenaires procèdent à la signature du présent Mémorandum de partenariat en 2 exemplaires originaux en langue française.

Erevan, le 10 octobre 2015

Pour le Gouvernement de la République d'Albanie

Dritan TOLA
Représentant personnel du Président de la République d'Albanie auprès du Conseil permanent de la Francophonie, Ambassadeur

Pour le Gouvernement de la République d'Arménie

Edward NALBANDIAN
Ministre des Affaires étrangères

Pour le Gouvernement de la République de Bulgarie

Anguel TCHOLAKOV
Représentant personnel du Président de la République de Bulgarie au Conseil permanent de la Francophonie, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de la République française, Ambassadeur non résident accrédité à Monaco

Pour l'Organisation internationale de la Francophonie

organisation internationale de la francophonie

Adama OUANE
Administrateur

Pour le Gouvernement de la République de Croatie

Ivan Velimir STARČEVIĆ
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Croatie en Arménie

Pour le Gouvernement de la République hellénique

Ioannis TAGHIS
Ambassadeur de la République hellénique en Arménie

Pour le Gouvernement de la République Arabe d'Égypte

Fatma El-Zahraa ETMAN
Représentante personnelle du Président de la République Arabe d'Égypte au Conseil permanent de la Francophonie

Pour le Gouvernement de la République de Lettonie

Edgars RINKĒVIČS
Ministre des Affaires étrangères

Pour la Hongrie

György József KÁROLYI
Ambassadeur de la Hongrie en France

Pour le Gouvernement de la Roumanie

Carmen Liliana BURLACU
Secrétaire d'État pour les Affaires globales, Ministère des Affaires étrangères

Pour le Gouvernement de la République de Slovénie

Meta BOLE
Ambassadrice, Coordinatrice nationale pour la Francophonie

Pour le Gouvernement de la République de Lituanie

Andrius KRIVAS
Vice-ministre des Affaires étrangères

ΜΝΗΜΟΝΙΟ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ
ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΗΝ ΕΘΝΙΚΗ ΓΑΛΛΟΦΩΝΗ
ΠΡΩΤΟΒΟΥΛΙΑ (2015-2018)
ΣΤΟ ΠΛΑΙΣΙΟ ΤΟΥ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΟΣ
«Η ΓΑΛΛΙΚΗ ΓΛΩΣΣΑ ΣΤΙΣ ΔΙΕΘΝΕΙΣ ΣΧΕΣΕΙΣ»

Ο Διεθνής Οργανισμός Γαλλοφωνίας (εφεξής «Ο OIF») του οποίου η έδρα βρίσκεται στο Παρίσι, 19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris, και εκπροσωπείται από τον Κύριο Adama OUANE, Διαχειριστή, και τα Κράτη Μέλη, εταίροι και παρατηρητές του OIF, υπογράφοντα το παρόν Μνημόνιο Συνεργασίας σχετικά με την Εθνική Γαλλόφωνη Πρωτοβουλία (2015-2018) στο πλαίσιο του προγράμματος «Τα Γαλλικά στις διεθνείς σχέσεις», εφεξής «το Μνημόνιο», δηλαδή:

- Η Δημοκρατία της Αλβανίας
- Η Δημοκρατία της Αρμενίας
- Η Δημοκρατία της Βουλγαρίας
- Η Δημοκρατία της Κροατίας
- Η Αραβική Δημοκρατία της Αιγύπτου
- Η Ελληνική Δημοκρατία
- Η Ουγγαρία
- Η Δημοκρατία της Λετονίας
- Η Δημοκρατία της Λιθουανίας
- Η Ρουμανία
- Η Δημοκρατία της Σλοβενίας

Οι οποίες εφεξής ονομάζονται ομαδικά «τα Κράτη Εταίροι» και ατομικά «το Κράτος Εταίρος».

• Υπενθυμίζοντας ότι τα υπογράφοντα Κράτη του παρόντος Μνημονίου Συνεργασίας είναι Κράτη Μέλη, εταίροι ή παρατηρητές του OIF,

• Υπενθυμίζοντας το καθεστώς επίσημης γλώσσας και γλώσσας εργασίας της γαλλικής γλώσσας στους περισσότερους διεθνείς και περιφερειακούς οργανισμούς,

• Έχοντας επίγνωση της αναγκαιότητας προώθησης της χρήσης της γαλλικής γλώσσας στη διμερή και πολυμερή διπλωματία,

• Επαναλαμβάνοντας τις δεσμεύσεις που πήραν στο «Vade-mecum σχετικά με τη χρήση της γαλλικής γλώσσας στους διεθνείς οργανισμούς» που υιοθετήθηκε στο Βουκουρέστι το 2006,

• Υπενθυμίζοντας ότι αυτές οι δεσμεύσεις επιβεβαιώθηκαν κατά τις Συνόδους Κορυφής του Κεμπέκ το 2908, του Montreux το 2010, της Κινσάσα το 2012 και του Ντακάρ το 2014,

• Δεσμευόμενες να εφαρμόσουν τους στόχους προτεραιότητας της «Ολοκληρωμένης Πολιτικής Προώθησης της Γαλλικής Γλώσσας» όπως υιοθετήθηκε στο σημείο 42 της δήλωσης της Κινσάσα,

• Έχοντας επίγνωση της αναγκαιότητας προώθησης της πολυγλωσσίας στην υπηρεσία της πολιτιστικής πολυμορφίας στη διεθνή σκηνή,

• Έχοντας συνείδηση της σπουδαιότητας της Γαλλόφωνης Διαβούλευσης γύρω από τις αξίες της Γαλλοφωνίας,

Συμφώνησαν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1: Αντικείμενο

Ο OIF και τα Κράτη εταίροι προτίθενται να συνεργαστούν στο τομέα ενίσχυσης δεξιοτήτων στη γαλλική γλώσσα των εθνικών δημοσίων υπαλλήλων και διπλωματών που είναι αρμόδιοι για τους διεθνείς φακέλους σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος Μνημονίου Συνεργασίας μέσω Εθνικού Προγράμματος με τίτλο «Εθνική Γαλλόφωνη Πρωτοβουλία».

Με βάση το πρόγραμμα που παρουσιάσθηκε στον OIF πριν την 31η Μαρτίου 2015 από τον Υπουργό που είναι αρμόδιος για τις σχέσεις με τη Γαλλοφωνία κάθε Κράτους Εταίρου και εγκρίθηκε από την επιτροπή επιλογής, ο OIF και η υπογράφουσα χώρα γίνονται εταίροι του προγράμματος μέχρι τη 31η Δεκεμβρίου 2018.

Το πρόγραμμα παρεκκλίνει της πολύ συγκεκριμένης μορφής πρωτότυπων και συμπληρωματικών δράσεων των δραστηριοτήτων που προτάθηκαν- έχουν αναληφθεί για την ενίσχυση της εκπαίδευσης, της χρήσης και της προβολής της γαλλικής γλώσσας και της Γαλλοφωνίας στους κόλπους της εθνικής δημόσιας διοίκησης. Θα γίνεται ετήσια εκτίμηση και οι προϋπολογισμοί θα μπορούν να επανακαθορίζονται με την ευκαιρία αυτή προκειμένου να παραμένουν στο όριο των διαθέσιμων πόρων.

Άρθρο 2:
Αμοιβαίες δεσμεύσεις

Τα Κράτη εταίροι δεσμεύονται να:

1) ΕΝΘΑΡΡΥΝΟΥΝ ΤΗ ΠΟΛΥΓΛΩΣΣΙΑ ΣΤΟΥΣ ΚΟΛΠΟΥΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΔΙΟΙΚΗΣΗΣ

1.1. Εισάγοντας τη γαλλική ως μία εκ των γλωσσών στους διαγωνισμούς πρόσβασης στη διπλωματική σταδιοδρομία όταν δεν είναι η περίπτωση.

1.2. Παραχωρώντας μία θέση στη γαλλική γλώσσα στη συνεχή κατάρτιση που προτείνεται στους διπλωμάτες και δημοσίους υπαλλήλους και λαμβάνοντας υπόψη γλωσσικές δεξιότητες στη γαλλική γλώσσα μεταξύ των κριτηρίων για τη προαγωγή στη σταδιοδρομία των διπλωματών και των δημοσίων υπαλλήλων τους.

1.3. Λαμβάνοντας υπόψη τη γνώση της γαλλικής γλώσσας για την τοποθέτηση των διπλωματών και των δημοσίων υπαλλήλων τους στις Μόνιμες Αντιπροσωπείες και Αποστολές σε διεθνείς ή περιφερειακούς οργανισμούς στους οποίους η γαλλική είναι επίσημη γλώσσα και γλώσσα εργασίας και στη Μόνιμη Αντιπροσωπεία ή Αποστολή στην Ευρωπαϊκή Ένωση.

2) ΤΗΡΟΥΝ ΤΙΣ ΑΡΧΕΣ ΤΗΣ ΠΟΛΥΓΛΩΣΣΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΗΣ ΠΟΛΥΜΟΡΦΙΑΣ ΣΤΗ ΔΙΕΘΝΗ ΣΚΗΝΗ

2.1. Δίνοντας στους εκπροσώπους τους ως επίσημη οδηγία να εφαρμόσουν τις διατάξεις του « Vade-mecum σχετικά με τη χρήση της γαλλικής γλώσσας στους διεθνείς οργανισμούς».

2.2. Συστήνοντας στους διπλωμάτες τους να συμμετέχουν στις ομαδικές δραστηριότητες των γαλλόφωνων πρέσβεων.

2.3. Προβάλλοντας τη συμμετοχή του Κράτους Εταίρου στον OIF καθώς και στη Συνεργασία που θεσπίζει το παρόν Μνημόνιο Συνεργασίας στις σχέσεις εσωτερικής και εξωτερικής επικοινωνίας της εθνικής δημόσιας διοίκησης, κυρίως κατά την διάρκεια της ενδεχόμενης Προεδρίας του Συμβουλίου της Ευρωπαϊκής Ένωσης.

Ο OIF δεσμεύεται να συνοδεύσει οικονομικά και τεχνικά τα Κράτη εταίρους στη διάρκεια του Μνημονίου Συνεργασίας.

Άρθρο 3:
Επιλογή των προγραμμάτων
Εθνικής Γαλλόφωνης Πρωτοβουλίας

Μία επιτροπή επιλογής της οποίας προΐσταται ο Διαχειριστής της OIF ή ο εκπρόσωπός του και αποτελείται από την Διευθύντρια της γαλλικής γλώσσας και της γλωσσικής πολυμορφίας, τον πρόεδρο της Ομάδας εργασίας για τη γαλλική γλώσσα στη διεθνή σκηνή ή τον εκπρόσωπό του, μέλος αυτής της ίδιας ομάδας εργασίας, την ομάδα προγράμματος και από ένα ή δύο ανεξάρτητους εμπειρογνώμονες στον τομέα της γλωσσικής συνεργασίας συγκρατεί τα προγράμματα και συμφωνεί για τις χρηματοδοτήσεις, τα περιεχόμενα, το προφίλ των δικαιούχων και τους όρους εφαρμογής, με βάση τις συστάσεις της ομάδας προγράμματος.

Η επιτροπή επιλογής σε περιορισμένη σύνθεση (εκπρόσωποι της διεύθυνσης της γαλλικής γλώσσας και γλωσσικής πολυμορφίας και της Διεύθυνσης προγραμματισμού και αξιολόγησης του OIF, ομάδα προγράμματος και έναν ανεξάρτητο εμπειρογνώμονα) επικυρώνει τα ετήσια Προγράμματα που παρουσίασε ο/η εθνικός/ή συντονιστής/στρια.

Άρθρο 4:
Όροι συντονισμού

1) Τα Κράτη εταίροι ορίζουν ένα ποδικό εθνικό συντονιστή/ μία πολιτική εθνική συντονίστρια επιφορτισμένο/ή με τον καθορισμό, το συντονισμό και την εφαρμογή του προγράμματος καθώς και με τις σχέσεις με την ομάδα προγράμματος του OIF.

2) Ενδεχομένως, τα Κράτη εταίροι μπορούν να ορίσουν ένα τεχνικό εθνικό συντονιστή/ μία τεχνική εθνική συντονίστρια στους κόλπους ενός δημοσίου οργανισμού συνεχούς κατάρτισης (Εθνική Σχολή Δημόσιας Διοίκησης, Διπλωματικό Ινστιτούτο ή Διπλωματική Ακαδημία κ.λπ.) επιφορτισμένο να στηρίξει τον πολιτικό εθνικό συντονιστή στην εφαρμογή του προγράμματος.

3) Αυτοί οι εθνικοί συντονιστές, πολιτικός και τεχνικός, θα μπορούν να στηριχθούν σε μία Εθνική Επιτροπή πλοήγησης που θα συγκεντρώσει τους εκπροσώπους των Υπουργείων Εταίρων και θα έχει ως ρόλο να βοηθήσει στην αναγνώριση των αναγκών και των αποδεκτών.

4) Ο ρόλος του εθνικού συντονισμού.

α) Είναι ο συνομιλητής/τρια του OIF για τον καθορισμό των ετήσιων προγραμμάτων που αποβλέπουν στη προώθηση της χρήσης και της γνώσης της γαλλικής στη διπλωματία και στη δημόσια διοίκηση της χώρας που εκπροσωπεί.

β) Προβαίνει, στην αρχή κατάθεσης των προγραμμάτων στον OIF, στην ενημέρωση, την προεπιλογή και στη πρόσληψη των δικαιούχων ενόψει των επιδιωκόμενων από το πρόγραμμα στόχων.

γ) Σε συνεργασία με την Εθνική Επιτροπή πλοήγησης, αναγνωρίζει τις υπηρεσίες και τις θέσεις στους κόλπους της Δημόσιας Διοίκησης του που θα μπορούσαν να εισέλθουν στα κριτήρια επιλεξιμότητας του προγράμματος.

δ) Συγκεντρώνει περιοδικά τους υπεύθυνους κατάρτισης αυτών των υπηρεσιών, υπουργείων και φορέων για να τους παρέχει τα αναγκαία στοιχεία ενημέρωσης.

ε) Μέσα στη ισχύουσα προθεσμία υποβάλλει το ετήσιο πρόγραμμα της Εθνικής Γαλλόφωνης Πρωτοβουλίας.

ζ) Εντοπίζει τους φορείς και διευκολύνει την οργάνωση των καταρτίσεων και των τεστ τοποθέτησης που στοχεύουν στην κατανομή των δικαιούχων στις ομάδες επιπέδου.

η) Διοργανώνει την υποδοχή των σεμιναρίων και θεματικών καταρτίσεων στους χώρους της Δημόσιας Διοίκησης του ή ενός άλλου φορέα δικαιούχου του ετήσιου προγράμματος.

θ) Συντονίζει τις αιτήσεις των ανώτερων δημοσίων υπαλλήλων για διαμονή γλωσσικής εμβάπτισης.

ι) Εξασφαλίζει τη παρακολούθηση των διαφόρων διενεργειών φροντίζοντας κυρίως για τη συνεχή παρουσία των συμμετεχόντων στις εκπαιδεύσεις και την ανάβαση πληροφοριών προς τον OIF.

κ) Συμμετέχει ενεργά στην ετήσια Επιτροπή προσανατολισμού του προγράμματος.

5) Ο ρόλος της ομάδας προγράμματος του OIF στους κόλπους της Διεύθυνσης γαλλικής γλώσσας και γλωσσικής πολυμορφίας.

α) Η ομάδα προγράμματος είναι ο συνομιλητής του εθνικού συντονιστή.

β) Μελετά το περιεχόμενο και τη καταλληλότητα των ετήσιων αιτήσεων χρηματοδότησης μεριμνώντας για τη συμφωνία μεταξύ των στόχων του προγράμματος, του κοινού και των προτεινόμενων από τους εθνικούς εταίρους δράσεων σύμφωνα με το πρόγραμμα αυτό και με τη τήρηση των δεσμεύσεων που πήραν.

γ) Φροντίζει σε συνδυασμό με τους παράγοντες ώστε τα μαθήματα να διεξάγονται με βάση ειδικούς στόχους και εξειδικευμένες και καινοτόμους μεθόδους εκμάθησης και ενδεχομένως εξασφαλίζει την ανάπτυξη αυτών των μεθόδων (εγχειρίδια «Στόχος διπλωματία», πλατφόρμα εκμάθησης εν μέρει εξ αποστάσεως, προτεινόμενα παιδαγωγικά εργαλεία μέσω TV5 MONDE κ.λπ.)

δ) Βοηθά, ενδεχομένως, στο καθορισμό θεματικών σεμιναρίων και στην επιλογή των χειριστών.

ε) Εξετάζει και ερευνά τις αιτήσεις διαμονής γλωσσικής εμβάπτισης.

ζ) Υποστηρίζει την ποιότητα των εργαλείων αξιολόγησης γλωσσικών δεξιοτήτων με την ανάπτυξη και τη προώθηση, σε επίπεδο εθνικών συντονιστών και χειριστών, τυποποιημένων εξετάσεων και τεστ που να ανταποκρίνονται στις ευρωπαϊκές και διεθνείς νόρμες και να είναι προσαρμοσμένες στις ανάγκες του κοινού.

η) Αναλύει τα μερικά και τελικά πρακτικά εκτέλεσης τα οποία μεταβίβασαν οι χειριστές μέσω των εθνικών συντονιστών και βεβαιώνεται για τη συνέχεια και την ετήσια αξιολόγηση των εθνικών προγραμμάτων κατάρτισης.

θ) Προτείνει, ενδεχομένως, επαναπροσανατολισμό για την επίτευξη των στόχων που ορίστηκαν.

ι) Πραγματοποιεί την επιχειρησιακή (αποστολή επί τόπου) και στατιστική παρακολούθηση των εθνικών προγραμμάτων κατάρτισης.

Άρθρο 5:
Χρηματοδοτήσεις

Οι δραστηριότητες που διεξάγονται στο πλαίσιο του προγράμματος εθνικής γαλλόφωνης πρωτοβουλίας που έγινε δεκτή από τον OIF μέσω της επιτροπής επιλογής θα χρηματοδοτηθούν κατά τη διάρκεια ισχύος του παρόντος Μνημονίου Συνεργασίας σύμφωνα με τις ακόλουθες κλίμακες:

1) Χώρες μέλη και εταίροι του OIF

	Μέγιστη συμμετοχή του OIF	Ελάχιστη συμμετοχή που αναμένεται από το Κράτος Εταίρο
Εκπαίδευση στη γαλλική, στις εθνικές πρωτεύουσες	75%	25%
Εκπαίδευση στη γαλλική, στις Βρυξέλλες και στην Αντις-Αμπέμπα		Έξοδα εγγραφής ανά συμμετέχοντα
Διαμονές γλωσσικής εμβάπτισης	Έξοδα διαμονής (κατάλυμα και γεύματα) και εκπαίδευσης από Κυριακή βράδυ έως Παρασκευή βράδυ	Μεταφορικά έξοδα από πόρτα σε πόρτα Αλλά έξοδα τα οποία δεν συμπεριλαμβάνονται στα έξοδα διαμονής
Τεχνικά και επαγγελματικά σεμινάρια	Έξοδα διεθνούς μετακίνησης των εκπαιδευτών, έξοδα πραγματογνωμοσύνης και εκπαίδευσης	Υποδοχή της εκπαίδευσης (εξοπλισμένες αίθουσες εκπαίδευσης, αναπαραγωγή έντυπου υλικού, διαλείμματα για καφέ και γεύματα), υποδοχή των εκπαιδευτών (κατάλυμα), συντονισμός και υλικοτεχνική υποστήριξη
Περιφερειακά σεμινάρια	Έξοδα διαμονής και εκπαίδευσης των συμμετεχόντων	Μεταφορικά έξοδα από πόρτα σε πόρτα των συμμετεχόντων στο σεμινάριο

2) Χώρες παρατηρητές

	Μέγιστη συμμετοχή του OIF	Ελάχιστη συμμετοχή που αναμένεται από το Κράτος Εταίρο
Εκπαίδευση στη γαλλική, στις εθνικές πρωτεύουσες	50%	50%
Εκπαίδευση στη γαλλική, στις Βρυξέλλες και στην Αντις-Αμπέμπα		Έξοδα εγγραφής ανά συμμετέχοντα
Διαμονές γλωσσικής εμβάπτισης	Έξοδα διαμονής (κατάλυμα και γεύματα) και εκπαίδευσης από Κυριακή βράδυ έως Παρασκευή βράδυ	Μεταφορικά έξοδα από πόρτα σε πόρτα Άλλα έξοδα τα οποία δεν συμπεριλαμβάνονται στα έξοδα διαμονής
Τεχνικά και επαγγελματικά σεμινάρια	Έξοδα διεθνούς μετακίνησης των εκπαιδευτών, πραγματογνωμοσύνης και εκπαίδευσης	Υποδοχή της εκπαίδευσης έξοδα και (εξοπλισμένες αίθουσες εκπαίδευσης, αναπαραγωγή έντυπου υλικού, διαλείμματα για καφέ και γεύματα), υποδοχή των εκπαιδευτών (κατάλυμα), συντονισμός και υλικοτεχνική υποστήριξη
Περιφερειακά σεμινάρια	Έξοδα διαμονής και εκπαίδευσης των συμμετεχόντων	Μεταφορικά έξοδα από πόρτα σε πόρτα των συμμετεχόντων στο σεμινάριο

Οι δράσεις ορίζονται και προσαρμόζονται κάθε χρόνο ανάλογα με τους διαθέσιμους προϋπολογισμούς.

Άρθρο 6:
Παρακολούθηση

Ο OIF και το Κράτος εταίρος πραγματοποιούν τακτική παρακολούθηση του παρόντος Μνημονίου συνεργασίας προκειμένου να πραγματευτούν κάθε ζήτημα που το αφορά και να εξετάσουν την ετήσια έκθεση και τα στοιχεία παρακολούθησης σταδιοδρομίας των διπλωματών και δημοσίων υπαλλήλων και προβαίνουν σε ενδιάμεση αξιολόγηση της εφαρμογής του Μνημονίου Συνεργασίας.

Άρθρο 7:
Έναρξη ισχύος και εγκυρότητα

Το παρόν μνημόνιο συνεργασίας ισχύει από την υπογραφή του για διάρκεια τεσσάρων ετών η οποία δεν μπορεί να υπερβεί την 31η Δεκεμβρίου 2018.

ΣΕ ΕΝΔΕΙΞΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ Ο OIF και τα Κράτη Εταίροι προβαίνουν στην υπογραφή του παρόντος Μνημονίου Συνεργασίας σε 2 πρωτότυπα στη γαλλική γλώσσα.

Ερεβάν, 10 Οκτωβρίου 2015

Για τη Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Αλβανίας		Για τη Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Αρμενίας
Υπογραφή Dritan TOLA Προσωπικός εκπρόσωπος του Προέδρου της Δημοκρατίας της Αλβανίας στο Μόνιμο Συμβούλιο Γαλλοφωνίας. Πρέσβης		Υπογραφή Edward NALBANDIAN Υπουργός Εξωτερικών
Για τη Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Βουλγαρίας Υπογραφή Anguel TCHOLAKOV Προσωπικός εκπρόσωπος του Προέδρου της Δημοκρατίας της Βουλγαρίας στο Μόνιμο Συμβούλιο Γαλλοφωνίας. Έκτακτος Πρέσβης και Πληρεξούσιος στη Γαλλική Δημοκρατία. Πρέσβης μη μόνιμος κάτοικος εξωτε- ρικού, διαπιστευμένος στο Μονακό	Για τον Διεθνή Οργανισμό Γαλλοφωνίας Υπογραφή Adama OUANE Διαχειριστής	Για τη Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Κροατίας Υπογραφή Ivan Velimir STARCEVIC Έκτακτος Πρέσβης και Πληρεξούσιος της Δημοκρατίας της Κροατίας στην Αρμενία
Για τη Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας Υπογραφή ΙΩΑΝΝΗΣ ΤΑΓΗΣ Πρέσβης της Δημοκρατίας της Ελλάδος στην Αρμενία		Για τη Κυβέρνηση της Αραβικής Δημοκρατίας της Αιγύπτου Υπογραφή Fatma El-Zahraa ETMAN Προσωπική εκπρόσωπος του Προέδρου της Αραβικής Δημοκρατίας της Αιγύπτου στο Μόνιμο Συμβούλιο της Γαλλοφωνίας
Για τη Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Λετονίας Υπογραφή		Για την Ουγγαρία Υπογραφή Gyorgy Jozsef KAROLYI
Edgars RINKEVICS Υπουργός Εξωτερικών		Πρέσβης της Ουγγαρίας στη Γαλλία
Για τη Κυβέρνηση της Ρουμανίας Υπογραφή Carmen Liliana BURLACU Υφυπουργός Παγκόσμιων Υποθέσεων, Υπουργείο Εξωτερικών	Για τη Κυβέρνηση της δημοκρατίας της Σλοβενίας Υπογραφή Meta BOLE Πρέσβης, Εθνική Συντονίστρια για τη Γαλλοφωνία	Για τη Κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Λιθουανίας Υπογραφή Andrius KRIVAS Αναπληρωτής Υπουργός Εξωτερικών

Άρθρο δεύτερο

Σε εκτέλεση του άρθρου 4 του κυρούμενου Μνημονίου, ως Εθνικός Συντονιστής ορίζεται ο προϊστάμενος της Γενικής Διεύθυνσης Ανθρώπινου Δυναμικού του Υπουργείου Διοικητικής Ανασυγκρότησης και ως Τεχνικός Συντονιστής ορίζεται το Τμήμα Ανάπτυξης και Αξιοποίησης Ανθρώπινου Δυναμικού της Δημόσιας Διοίκησης του Υπουργείου Διοικητικής Ανασυγκρότησης.

Άρθρο τρίτο

Για την υποβοήθηση του έργου του Εθνικού και Τεχνικού Συντονιστή όσον αφορά στη χαρτογράφηση των εκ-παιδευτικών αναγκών στη γαλλική γλώσσα και στην εξεύρεση κοινών στόχων των επιμορφωτικών δράσεων, συνιστάται Συντονιστική Επιτροπή (Comité national de Pilotage) αποτελούμενη από: α) τον Προϊστάμενο της Γενικής Διεύθυνσης Διοίκησης Ανθρώπινου Δυναμικού, β) τον Προϊστάμενο της Διεύθυνσης Προγραμματισμού και Ανάπτυξης Ανθρώπινου Δυναμικού, γ) τον Προϊστάμενο Τμήματος Ανάπτυξης και Αξιοποίησης Ανθρώπινου Δυναμικού της Δημόσιας Διοίκησης του Υπουργείου Διοικητικής Ανασυγκρότησης, δ) τον Διευθυντή Σπουδών

της Διπλωματικής Ακαδημίας του Υπουργείου Εξωτερικών, ε) τον Ακόλουθο Εκπαιδευτικής Συνεργασίας, στ) τον Διευθυντή Τμήματος Μαθημάτων και Σπουδών του Γαλλικού Ινστιτούτου Αθηνών.

Χρέη Γραμματέα ασκεί υπάλληλος του Τμήματος Ανάπτυξης και Αξιοποίησης Ανθρώπινου Δυναμικού της Δημόσιας Διοίκησης του Υπουργείου Διοικητικής Ανασυγκρότησης.

Άρθρο τέταρτο

Με απόφαση του Υπουργού Διοικητικής Ανασυγκρότησης ορίζονται τα μέλη της Επιτροπής του άρθρου τρίτου του παρόντος νόμου.

Άρθρο πέμπτο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, το δε κυρούμενο Μνημόνιο Συνεργασίας εφαρμόζεται προσωρινά από της υπογραφής του, σύμφωνα με το άρθρο 7 αυτού και οριστικά από την ολοκλήρωση των κειμένων συνταγματικών διαδικασιών.

Το παρόν Μνημόνιο Συνεργασίας, κατά την πρόνοια του άρθρου 7 αυτού, έχει διάρκεια τετραετή και η ισχύς αυτού λήγει στις 31 Δεκεμβρίου 2018.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 22 Δεκεμβρίου 2017

Ο Πρόεδρος της Δημοκρατίας

ΠΡΟΚΟΠΙΟΣ Β. ΠΑΥΛΟΠΟΥΛΟΣ

Οι Υπουργοί

Εξωτερικών	Οικονομικών	Διοικητικής Ανασυγκρότησης
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΚΟΤΖΙΑΣ	**ΕΥΚΛΕΙΔΗΣ ΤΣΑΚΑΛΩΤΟΣ**	**ΟΛΓΑ ΓΕΡΟΒΑΣΙΛΗ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 27 Δεκεμβρίου 2017

Ο επί της Δικαιοσύνης Υπουργός

ΣΤΑΥΡΟΣ ΚΟΝΤΟΝΗΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ
Καποδιστρίου 34, Τ.Κ. 104 32, Αθήνα
Τηλ. Κέντρο 210 5279000
Κείμενα προς δημοσίευση: webmaster.et@et.gr
01000203271217001 2